L'EST DE L'AFGHANISTAN

Vingt-deux morts dans un double séisme

Les habitants de six villages de l'est de l'Afghanistan, touchés dans la nuit par deux tremblements de terre, ont commencé à enterrer, hier après-midi, 22 personnes qui ont été tuées, alors que les premiers convois d'aide humanitaire arrivaient sur place.

Les séismes ont frappé à deux heures d'intervalle dans la nuit de jeudi à vendredi les districts de Khogyani et de Sherzad de la province de Nangarhar (est), près de la frontière avec le Pakistan.

«Vingt-deux personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été tuées et 30 blessées», a déclaré à l'AFP Haji Saïd Rahman, gouverneur du district de Khogyani.

Les secousses ont été particulièrement violentes et les murs des maisons construites en terre séchée se sont effondrés, a constaté un correspondant de l'AFP. Les funérailles de neuf des victimes, trois femmes et six enfants, avaient déjà commencé hier après-midi, conformément à la religion musulmane qui veut que les corps soient enterrés le plus rapidement possible.

Le président Hamid Karzaï a présenté ses condoléances aux responsables locaux et tribaux et demandé aux autorités compétentes l'envoi le plus rapide possible de l'aide nécessaire aux personnes affectées, selon un communiqué de la présidence.

«Selon les premières informations, 20 personnes ont été tuées et près de 50 blessées», a indiqué pour sa part la présidence, tandis que le ministère de l'Intérieur a expliqué que les recherches se poursuivaient pour tenter de localiser d'autres victimes éventuelles dans les décombres.

Les forces américaines, qui disposent d'une équipe de reconstruction provinciale à Jalalabad, la capitale de la province de Nangarhar, sont également intervenues pour porter assistance aux victimes.

«L'Equipe de reconstruction provinciale a envoyé un convoi d'aide humanitaire à destination des villages touchés, en coordination avec des organisations locales et à la demande du gouvernement afghan», a expliqué le commandant Jenny Willis, une porte-parole de l'armée américaine. «L'épicentre du séisme a été localisé à 45 km du district de Sherzad, le plus affecté. Plus de 100 maisons ont été détruites», a précisé Ahmad Shekib Hamraz, responsable adjoint du centre des opérations du département des situations d'urgence, qui a également fait état de la mort de près de 400 têtes d'animaux d'élevage.

Photos : DR.

Des secousses particulièrement violentes.

Un premier séisme d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle de «magnitude du moment» a été enregistré à 1h57 locale (jeudi 21h27 GMT) à 85 km au sud-est de Kaboul et à 140 km de la ville pakistanaise de Peshawar par l'Institut de géophysique américain (USGS).

Il a été suivi deux heures plus tard par une réplique de magnitude 5,1. Le nord de l'Afghanistan et le Pakistan sont régulièrement touchés par des séismes, en particulier dans la région de l'Hindou Koush, située sur la ligne de collision entre les plaques tectoniques indienne et eurasienne.

Un séisme de magnitude 7,6 avait dévasté le nord-ouest du Pakistan et le Cachemire en octobre 2005, tuant 74 000 personnes et faisant 3,5 millions de déplacés. L'échelle de «magnitude du moment», symbolisée par le signe (Mw), a été conçue en 1977 pour remédier aux limitations de l'échelle de Richter, jugée peu efficace pour mesurer de très gros séismes.

DE DURBAN I À DURBAN II

Douloureux parcours d'un consensus sur le racisme

La conférence dite de «Durban II» sur le racisme, qui démarre lundi à Genève sous l'égide de l'ONU, doit assurer le suivi de celle de Durban I en 2001 qui s'était signalée par des attaques contre Israël et des débats difficiles sur l'esclavagisme.

Entachée par les discussions houleuses qui s'y sont déroulées, la première conférence de Durban a été pensée par l'ONU dans la fin des années 1990, dans la foulée des grandes réunions internationales ayant jalonné la décennie.

Après le génocide au Rwanda et les nettoyages ethniques dans l'ex-Yougoslavie, l'idée est alors d'instaurer une «justice restauratrice», en particulier pour l'esclavagisme, explique l'écrivain journaliste suisse Pierre Hazan dans son livre *Juger la Guerre, Juger l'histoire*.

«L'ONU ambitionne de faire de cette conférence un immense rite d'expiation collective», estimant que les injustices du passé sont à l'origine du système inégalitaire qui prévaut dans le monde, ajoute-t-il.

La ville de Durban est choisie spécialement pour l'exemple donnée par l'Afrique du Sud avec la fin du régime de l'apartheid.

Dans ses textes préparatoires, l'ONU promet «des normes, les structures, les remèdes, capables d'assurer la pleine reconnaissance de la dignité et de l'égalité de tous».

Mais la rencontre, entre le 31 août et le 8 septembre 2001, prend la forme d'un gigantesque «Woodstock» réunissant plus de 160 Etats, des milliers d'ONG, soit au total plus de 18 000 personnes. Et dégénère en «une grave crise de politique internationale», selon les observateurs.

Ce sont les ONG réunies avant le début de la conférence qui donnent le ton avec des attaques violentes contre Israël.

Choqués par les tentatives de certains pays d'assimiler le sionisme à du racisme, les Etats-Unis et Israël claquent ainsi la porte, le 3 septembre. Quant aux discussions sur des réparations concernant l'esclavage, elles tournent court.

La conférence aboutit malgré tout à l'adoption, par consensus, d'une déclaration et programme d'action, fixant selon ses défenseurs, la première stratégie mondiale contre le racisme.

Mais le scandale a marqué profondément Durban I, qui reste comme une épine dans le pied de l'ONU.

Au total, deux mondes se sont affrontés, comme préfigurant les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis qui surviennent quelques jours plus tard, selon Pierre Hazan.

Depuis, les replis nationalistes n'ont fait qu'augmenter, de même que le clivage entre pays musulmans et occidentaux, compliquant la tâche de la préparation de la conférence de suivie de Durban I, qui doit examiner les progrès et évaluer la mise en œuvre du programme d'action de 2001.

«Huit ans après, les promesses et les mesures (de lutte, ndlr) antiracistes n'ont pas réussi à reléguer les pratiques discriminatoires et l'intolérance dans les poubelles de l'histoire», a déploré la haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme Navanethem Pillay, reconnaissant que «les objectifs de la déclaration de Durban n'avaient pas été atteints».

MAROC

Peines de prison contre 29 personnes soupçonnées de terrorisme

Le tribunal anti-terroriste de Salé (près de Rabat) a prononcé jeudi soir des peines de 2 à 20 ans de prison à l'encontre de 29 personnes soupçonnées de terrorisme, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Selon l'accusation, les accusés appartenaient à une cellule démantelée en 2007 et liée à l'«organisation Al Qaïda au Maghreb islamique» ainsi qu'au «Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien».

Abdelkrim Makhloufi, considéré comme le principal accusé, a été condamné à 20 ans de prison. Il était poursuivi pour «constitution d'une bande criminelle en vue de préparer et commettre des actes terroristes (...), incitation d'autrui à commettre un acte terroriste et tenue de réunions publiques sans autorisation préalable».

La même juridiction a condamné à 12 ans de prison Mohamed Lakhdar et à 6 ans de prison Abdelilah Boumdine. Douze autres accusés ont été condamnés à 5 ans de prison, six à 3 ans de prison et 8 autres à 2 ans de prison. Quatorze autres personnes ont été condamnées à payer une amende de 5 000 dirhams chacun (environ 450 euros) dans la même affaire.

CORÉE DU NORD

Les inspecteurs nucléaires américains expulsés

Les quatre inspecteurs américains, qui étaient chargés de surveiller le programme nucléaire de la Corée du Nord, ont été expulsés hier du pays après la décision de Pyongyang de reprendre ses programmes atomiques, a rapporté Chine Nouvelle.

Ils ont pris un avion hier à Pyongyang en direction de Pékin, «conformément à l'ordre d'expulsion» de la Corée du Nord, a ajouté l'agence officielle chinoise. L'ambassade des Etats-Unis à Pékin n'a pas souhaité commenter.

La Corée du Nord a ordonné aux inspecteurs américains, ainsi qu'à ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de quitter le pays le plus vite possible après avoir annoncé mardi son retrait des pourparlers sur son programme nucléaire et la reprise de son programme d'armement atomique, au lendemain de la condamnation par l'ONU de son récent tir de fusée.

Les inspecteurs de l'AIEA ont quitté jeudi la Corée du Nord. Pyongyang s'était engagé en février 2007 à fermer Yongbyon, à une centaine de kilomètres de Pyongyang, ses installations permettant la production de plutonium de qualité militaire, dans le cadre d'un accord conclu au cours des négociations à six (deux Corées, Chine, Etats-Unis, Japon, Russie).

Le Conseil de sécurité a condamné lundi, dans une déclaration, le tir de fusée balistique effectué le 5 avril par Pyongyang et renforcé le régime de sanctions mis en place à son encontre en 2006, en décidant de désigner avant fin avril des entreprises nord-coréennes qui seront sanctionnées.

La Corée du Nord avait accepté en 2007 de démanteler ses programmes nucléaires en contrepartie d'une aide énergétique et de concessions diplomatiques, dans le cadre des négociations à six.

Mais ces pourparlers, qui n'avaient pas empêché le régime communiste de bafouer ses engagements en menant son premier essai nucléaire en octobre 2006, butaient depuis plusieurs mois sur des questions de vérification.